

Le Libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an 6 fr.
 Six mois 3 fr.
 Trois mois 1 fr. 50

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

La Rédaction
à SILVAIRE

Adresser tout ce qui concerne

L'Administration
à Pierre MARTIN

ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an 8 fr.
 Six mois 4 fr.
 Trois mois 2 fr.

Un des Nôtres

Jean Bonafous est mort dimanche, 22 courant, à 8 heures du matin, à l'hôpital de Lariboisière, des suites d'une péritonite provoquée par l'appendicite.

La mort de ce camarade de vingt-cinq ans est une perte pour la cause anarchiste. Doué d'une intelligence vive, plein d'audace combattive et d'une propreté morale parfaite. Caractère énergique dans ses actes, modeste dans ses attitudes, sobre et désintéressé : telles étaient les qualités de cette superbe nature, faite pour servir d'exemple à ceux de sa génération.

Rentré dans la carrière militaire, il eut à trouver l'espace nécessaire à ses élans d'héroïsme, à son besoin de lutter pour un idéal. Il avait du dévouement à fournir et du courage à dépenser au bénéfice d'une belle cause. Il fut vite déçu, l'armée, avec ses hideurs, lui montra son erreur. Ses illusions croulèrent : de soldat patriote, il devint antimilitariste saboteur.

Pour cette âme droite, il n'y avait pas de transition. « Je servais hier la patrie, croyant faire mon devoir : je me suis trompé. Je sers aujourd'hui la Révolution, parce que j'ai compris que c'était de ce côté de la barricade qu'était le droit, la justice et la liberté. »

Doué d'une facilité de parole qui allait jusqu'à l'éloquence et animé d'une fougue d'enthousiasme communicatif, il aurait pu être l'homme des foules, le propagandiste agitateur capable de faire surgir des cohortes et les lancer au pas de charge. Courageux, généreux, tout en dehors de lui-même, point mesquin et exempt de spéculation sordide, il était de ceux qui peuvent s'adapter facilement en raison de la sociabilité de leur caractère.

Il n'y a pas d'homme indispensable, dit-on ; néanmoins, il y a des hommes qui manquent. Celui que nous venons de perdre n'avait pas de passé, mais faisait pressentir un riche avenir. On sentait en lui une âme de bonne trempe. Ses convictions d'anarchiste révolutionnaire n'étaient pas tissées d'une mauvaise trame. Ses croyances ne se seraient pas facilement effilochées aux ronces du chemin : il avait de l'étoffe. Si l'endurance physique avait égalé la robustesse morale de notre jeune ami, il serait encore des nôtres pour nous aider dans la bataille contre les tyrannies sociales.

Nous n'avons aucun culte, pas même celui des morts, mais nous ne gardons pas moins souvenir des bonnes actions de ceux qui disparaissent, et nous nous efforçons de les imiter, de les égaler même si nous le pouvons.

Ce sont ces raisons qui nous font dire à nos jeunes camarades anarchistes : « Voyez ce que peut accomplir un jeune homme qui a l'amour de l'humanité et qui lutte pour l'émancipation sociale. Étudier, acquérir des connaissances, travailler à mettre ses idées en ordre, pour les exprimer avec clarté par la parole et par l'écrit. S'appliquer à être compréhensif pour communiquer aux ignorants le peu de savoir que l'on a pu s'assimiler. La voilà, la vie intense, la vie superbe de joissances élevées. Elle a aussi ses accidents, on y peut aussi mourir à la tâche, mais la tâche

est noble et l'on tombe avec le sentiment du devoir accompli, dernière et sublime jouissance de vie intense avant la mort.

Le Libertaire.

L'article nécrologique qui précède était achevé, lorsque nous avons lu, dans la *Guerre Sociale* de ce jour, des insinuations perfides.

Nous mettons en garde nos amis et lecteurs contre l'infâme légende qu'on veut créer à propos de la mort de notre ami Bonafous. Tout est mensonge dans le scénario échafaudé pour expliquer les causes de la maladie et les conséquences fatales qui en sont résultées.

Bonafous, en arrivant à Paris, s'est installé à la *Ruche*, auprès de Sébastien Faure. Par intermittence, — et après avoir servi la noble cause de Rousset au C. D. S., il venait au *Libertaire* offrir ses services, se mettre à la disposition du travail à faire.

Nous pouvons affirmer, — bien que cela soit superflu pour ceux qui connaissent notre milieu, — qu'à aucun moment nous ne sommes restés indifférents à la situation matérielle et morale de notre jeune ami disparu.

Aujourd'hui, les rôles changent : on s'apitoie sur le mort quand on a insulté et menacé le vivant. On aurait presque l'audace de se dire son ami et de n'avoir été antagoniste que par le fait de malentendus regrettables, quand, au contraire, le militant qui est mort était un ennemi implacable des principes de dictature préconisés par nos Bossuet de circonstance. Le mépris souverain qu'il avait de leurs revirements politiques, — mépris qui se manifestait par la parole et par l'écrit — et la loyauté doublée de délicatesse qu'il mettait dans ses rapports avec les hommes de propagande, ces dispositions d'esprit le faisaient un adversaire irréconciliable de politiciens versatiles aux convictions changeantes.

On dit qu'il est décent d'observer le silence autour des morts. Nous croyons plutôt qu'il est nécessaire de se faire, pour ne pas troubler la douleur des vivants.

P. M.

Désarmons les haines

A la dernière heure, hier au soir, nous avons reçu ce qui suit sur le massacre de la Salle Wagram.

Nous avons assisté ce soir à une véritable scène de sauvagerie et de lâcheté. Des gens ont tiré sur la foule qui s'enfuyait.

Un premier incident s'était produit dans la salle ; des coups de revolver avaient été tirés et un grand nombre de personnes se pressaient vers la sortie. N'ayant pas été témoins du début de la bagarre, nous nous abstenons de parler du premier incident.

Mais quelques minutes après, une deuxième bagarre se produisit. Cette fois, plusieurs centaines de personnes s'enfuirent et plusieurs femmes se trouvaient mal dans le couloir qui donne accès à la sortie.

Or, à ce moment, nous aperçûmes, à quelques pas de nous, un certain nombre de « Jeunes-Gardes » qui tiraient des coups de revolver sur les fuyards.

Nous pouvons affirmer qu'ils n'avaient en face d'eux aucun adversaire et qu'ils n'étaient pas, par conséquent, en cas de légitime défense. Les gens qui passaient en face de nous se sauvaient pour se mettre en sûreté, et nous sommes certains que personne parmi eux n'était armé. En tout cas, aucun fuyard n'a tiré et tous les coups de feu provenaient du fond du couloir où un certain nombre de Jeunes-Gardes étaient massés.

Quelques spectateurs indignés dirent vertement leur fait aux fusilleurs.

Nous sommes prêts à citer des noms si l'on cherche à nous démentir.

Mais, en terminant, qu'on nous permette de dire que les incidents de ce soir ne sont pas faits pour nous rallier au militarisme révolutionnaire, car nous sommes certains qu'une fois au pouvoir, les gens de la G. S. n'auront aucun scrupule à nous mitrailler et les anarchistes subiront certainement le sort des travailleurs de Villeneuve et de Narbonne.

La réunion de Wagram en est la preuve.

Vauloup, des électriciens ;
Emile Aubin, Carpentier.



L'APOLOGIE DE LA CRASSE

Une telle apologie, en plein vingtième siècle, ne pouvait venir que du pays où l'Inquisition sévit toujours ; nous avons nommé l'Espagne.

Dernièrement, une institutrice de Bilbao, aussi généreuse qu'intelligente, voulut employer, à édifier une salle de bains pour ses élèves, le montant d'une bourse que lui avait attribuée la Société El Silio, qui s'occupe du développement de l'instruction en Espagne.

La proposition fut portée devant la municipalité. Mais celle-ci, carliste et cléricale dans l'âme, se souleva comme un seul homme contre « l'immonde proposition socialiste » et en général contre « la passion funeste et antisociale du bain, le bain étant un luxe et exerçant une action corruptrice sur les hommes » !

Le vice-président, un élève des jésuites, cria plus fort que les autres, disant que le bain « est incompatible avec la morale et que ceux qui se lavent autre chose que les mains et le visage péchent contre Dieu et se prostituent à eux-mêmes » !

« De ma vie, conclut-il, je n'ai pris un seul bain, et je suis convaincu que la majorité de cette honorable assemblée pourrait en dire autant » !!

EN ALGÉRIE

Nos lecteurs se souviennent encore de la tentative d'intimidation faite à notre camarade Omar Racine, publiciste à Alger, de la part du gouvernement algérien, dont j'ai parlé dans le *Libertaire* du 24 août, c'est-à-dire de la défense formelle d'écrire en faveur des indigènes musulmans pressurés de toutes les façons et victimes des iniquités des colons français et des autorités gouvernementales.

Nous sommes heureux, d'après une lettre récente de notre confrère Omar Racine, de déclarer que ce nouveau genre de persécution est resté sans effet, puisque du côté gouvernemental l'on n'a pas osé mettre cette menace à exécution.

Peut-être le *Libertaire* y est-il pour quelque chose.

Quoi qu'il en soit, si jamais pareil arbitraire se réalisait, c'est toute une campagne que la classe ouvrière d'Algérie entreprendrait pour maintenir envers et contre tous la liberté d'écrire.

Henri Zisly.

GRUPE DES TEMPS NOUVEAUX POUR LE DÉPART DE LA CLASSE

Aujourd'hui vendredi 27 septembre, à 8 heures et demie du soir, à l'Egalitaire, rue de Sambre-et-Meuse :

MEETING ANTIMILITARISTE

Prendront la parole : Delaisi, de la B. S. ; E. Ycelot ; Pierre Martin, du Libertaire ; A. Girard, des Temps Nouveaux ; Mourmand, du Club C. A. ; De Saumane, des Temps Nouveaux.

Prix d'entrée : 0 fr. 30.

JUILLET 1909 - SEPTEMBRE 1912

L'Affaire Aernoult-Rousset

Rousset est libre !

Lorsque nous parvînt la nouvelle, lorsque le télégramme de Thuillier, secrétaire du *Comité de Défense sociale*, nous annonça que la griffe militaire avait enfin lâché sa proie, un soupir de soulagement, une grande joie nous étreignit.

Trois années de lutte ! Trente-six mois pendant lesquels sans répit, sans un jour de défaillance, toute la classe prolétarienne, tous les parias de la société, toute la phalange révolutionnaire luttèrent contre la caste militaire.

De juillet 1909, date de l'assassinat d'Aernoult, à septembre 1912, date de la liberté pour Rousset, que de travail exécuté !

Il faut avoir vécu ces heures, il faut avoir passé par toutes les phases de cette magnifique campagne, par ces alternatives de joie et de douleur, avoir enregistré les gains et les pertes, pour sentir combien nous est douce la victoire, et combien nous est cher l'héroïque Comité.

Le *Comité de Défense sociale* publiera avant peu le bilan de cette campagne dans ses détails, par des faits ignorés du grand public, il mettra à jour tout le travail accompli, toute la force mise à son service par la classe des travailleurs.

Car, halions-nous de le dire : cette victoire, cette bataille gagnée de haute lutte, revient tout entière à l'action puissante et coordonnée de toute la classe ouvrière.

Ce paria, ce hors la loi, ce condamné de droit commun, un des nôtres, jeté dans les geôles militaires, Rousset, enfin, a été défendu, soutenu, arraché à l'enfer de Biribi, au bagne qui le guettait, par ses camarades, par la classe même à laquelle il appartient.

C'est donc bien un des nôtres que cette fois nous avons arraché du gouffre militaire.

Certes, je n'ignore pas les concours qui lui ont été acquis, je sais — fort bien même — que des individualités appartenant à tous les mondes, se sont entremises pour le sauver ; mais ce que je n'ignore pas non plus, c'est que ces concours de la dernière heure ne sont venus que lorsque la partie était presque gagnée.

J'ai encore dans les oreilles, les paroles d'un des chefs du socialisme parlementaire qui, quelques jours avant les funérailles d'Aernoult, sur une question à lui posée à propos de Rousset, répondait : « Ouil... Je sais ce que vous voulez dire... mais... je ne puis vous répondre. Que voulez-vous ? » Rousset a des antécédents, peut-être est-il coupable, on ne sait jamais ; ces individus, voyez-vous, sont peu intéressants... ; dans une bagarre, il s'est peut-être laissé aller à un acte regrettable... Nous ne pouvons nous prononcer, il faut voir !... »

Ah ! certes, si nous avions, nous aussi, eu les susceptibilités de ce monsieur, si nous avions attendu les preuves certaines de son innocence, si nous avions ergoté ainsi, il y a beaucoup de chance pour que le pauvre Rousset soit, à l'heure actuelle, dans les bagnes de la Guyane.

On avait peur, on ne savait pas... On n'osait pas prendre parti pour ce misérable, dont les antécédents arrêtaient même nos socialistes — à quelques exceptions près. Comment voulez-vous, alors, que nos bourgeois libéraux, que nos anciens dreyfusards se jettent dans une lutte dont ils ne prévoyaient pas l'issue.

Il fallait la belle manifestation des funérailles d'Aernoult, le retour du corps de l'assassiné, pour décider ces gens-là à prendre pied et à s'engager dans ce qu'ils appelaient : une aventure.

Car, ici encore, il faut bien rappeler les faits. Depuis deux années, tous les moyens avaient été essayés pour

ramener en France les restes d'Aernoult : mouvement révolutionnaire, pression des parlementaires, interpellation à la Chambre.

Par d'habiles raisons, nos gouvernants avaient toujours éludé la question, les commissions nommées n'avancèrent pas, on piétinait, et, de guerre lasse, la partie semblait remise aux calendes grecques.

Mais le *Comité de Défense* veillait. Il sentait que pour réveiller l'enthousiasme, pour amorcer le public à la seconde affaire Rousset, il lui fallait un gros morceau à présenter, et sans nous occuper des politiciens, malgré l'insuccès préconisé même par quelques-uns de nos amis, nous rouvrîmes la campagne.

C'est par des lettres du *Comité de Défense*, c'est par des suppliques, trois fois répétées au ministère, au gouverneur de l'Algérie, aux autorités militaires de Beni-Ounif, que, représentant la famille, le *Comité de Défense* fit revenir le corps de la malheureuse victime des chaouchs. Les commissions, endormies, se réveillèrent lorsque nous reçûmes enfin l'autorisation de faire revenir à nos frais.

C'est à dater de ce moment que la classe bourgeoise apparue, que les socialistes parlementaires délaissèrent un peu leur action politique, que les Loges maçonniques bougèrent, que la Ligue des Droits de l'Homme, avec notre regrettable Quillard, — le seul, peut-être, qui, dès le début, marcha toujours avec nous — se réveillèrent et consentirent à mener, concurremment, la lutte avec nous pour sauver Rousset.

Je dis concurremment, je ne dis pas s'associer, car nos bourgeois libéraux, nos savants des universités, nos littérateurs de haute marque, avaient trop la crainte de notre action révolutionnaire : leur légalisme de cour, leurs démarches dans les cabinets ministériels, leurs meetings basés purement sur le point juridique, les fit fuir notre milieu de pestiférés. On ne s'associe pas avec des gens comme nous, et M. Havet, président du *Comité spécial* de l'affaire Rousset, nous le fit bien voir un jour que le *Comité de Défense* avait eu l'imprudence de déléguer deux de ses membres pour accompagner au ministère l'avocat de Rousset, sur une demande de ce dernier, en se retirant devant nous et en nous adressant une lettre où « notre parti révolutionnaire » ne pouvait se joindre, dans une démarche, à son « parti s'appuyant sur la légalité ».

Dans l'affaire Dreyfus, intellectuels et ouvriers étaient confondus pêle-mêle. Dans l'affaire Rousset, il y avait une démarcation flagrante, un fossé bien net, séparant les deux actions.

Mais quelque chose m'étonne, et que je ne puis passer sous silence, au risque de déplaire à certains. Comment se fait-il que le *Comité de l'Affaire Rousset*, au sein duquel ne se trouve que des bourgeois pourvus de situations bien assises, quelques-uns même très fortunés, ayant une action particulière, tout à fait en dehors de celle du mouvement ouvrier, comment se fait-il, dis-je, qu'il laisse le secrétaire de ce Comité dans une telle situation, que ce dernier croit devoir, dans des appels de fonds, s'adresser à des journaux révolutionnaires, à des organisations syndicales, et qu'il puisse, dans des lettres dont une est en notre possession, écrire des phrases semblables : « Envoyez-moi ce que vous pouvez, mon Comité me laissant sans le sou ! »

Il y a là, messieurs, quelque chose qui ne s'accorde guère avec la méfiance que vous mettez dans l'action révolutionnaire de notre classe. Si notre lutte est quelque peu gênante pour vous, notre argent n'a donc pas une valeur différente ? Il vous est donc bien pénible de soutenir votre Comité, alors que chez nous un mot, un appel suffit

pour faire tomber dans la caisse les gros sous que nos camarades récoltent si péniblement dans les industries de votre classe bourgeoise et capitaliste !

Et puis, il nous faut rappeler l'histoire, il faut faire revivre, pour nos camarades qui n'ont pas, comme nous, pris une part active et journalière à la bataille, l'action du Comité de Défense.

Il y a deux mois, Rousset n'était pas certain de sa liberté. Nous-mêmes, nous ne tablions que sur des présomptions. L'accusation paraissait toujours avoir les mêmes arguments, les témoins à charge tenaient toujours et nous cherchions le moyen de parvenir au fait nouveau.

Depuis trois mois, dans l'ombre, le Comité traçait son plan, suivait certaines indications qui lui étaient parvenues et que nous ne pouvions rendre publiques à cette époque pour ne pas entraver notre but.

Là-bas, en Afrique, des hommes avaient accusé Rousset. Nous sentions bien la fausseté de leurs dépositions, la fragilité de leurs accusations, mais nous cherchions le mobile. Sur leur trace, depuis quelque temps, nous avions de bons camarades, des travailleurs qui, sans épate et sans bruit, suivaient nos conseils, s'attachaient à leurs pas et cherchaient à connaître les dessous de cette ténébreuse affaire.

Un jour, la bonne nouvelle nous parvint. A force de supplications, de bonnes paroles, en leur faisant toucher du doigt ce qu'il y avait de louche, de faux dans leurs rapports contre leur camarade, ces hommes avaient compris leur infamie. Ils hésitèrent d'abord, craignant les représailles des gradés, mais sur nos instances se décidèrent à nous écrire ces lettres si simples, mais où ils mettaient tout leur cœur, et nous avouaient la vérité.

Ces lettres, vous les connaissez toutes ; la B. S. qui en a eu la primeur, ont été le coup de massue pour faire éclater l'innocence finale et triompher la vérité.

Le Comité de Défense sociale et tous nos camarades qui nous ont aidés de tous les coins du pays, ont le droit d'être fiers et de revendiquer, pour eux, le bénéfice moral de cette tragique et formidable campagne.

Ce ne sont donc pas les démarches de certaines influences dans les ministères, ce n'est pas non plus la campagne (?) de M. Jacques Dhur, dont le culot dépasse quelque peu les bornes, et qui écrivait ces jours-ci dans le Journal : « A maintes reprises, depuis 1909, par la plume et par la parole dans le pays, j'ai montré Rousset victime des bagues... » etc.

Ce M. Jacques Dhur veuille bien nous adresser ses articles sur Rousset et nous indiquer les meetings qu'il organise dans le pays ? Lui qui refusa toutes les communications qui furent adressées par le Comité de Défense au Journal, annonçant notre agitation.

Ce n'est donc pas tout cela qui a fait mettre en liberté notre Rousset, mais bien la publication des lettres, et sans des aveux de leurs auteurs, Rousset,

actuellement, serait à la veille d'être traduit en conseil de guerre, et qui sait, malgré le tissu de mensonges élaboré par Pan-Lacroix, si Rousset n'aurait pas vu une condamnation, réduite c'est vrai, mais tout de même une peine qui nous aurait privé de lui encore pour longtemps, et nous ignorerions les infamies commises par les amis de Sabatier.

La libération de Rousset est donc bien l'œuvre du mouvement ouvrier.

Depuis trois ans, dans toute la France, des centaines de meetings ont été organisés par nos soins, des millions de tracts, d'images, de brochures ont été lancés ; 50.000 affiches ont été placardées pour faire connaître l'opinion publique le drame qui se déroulait à Djennat-ed-Dar, à Médéah.

Quarante mille francs ont été recueillis par le Comité de Défense, pour alimenter cette campagne. Et qu'est-ce que c'est que cette somme, qui peut paraître formidable, amassée sou par sou par nos groupes et nos militants, à côté des millions de l'affaire Dreyfus, gaspillés un peu partout, engouffrés dans les poches des agresseurs de la politique et des aventuriers de l'époque ?

Chez nous, pas un sou mal à propos, pas de rétribution à payer, pas de trafic à soutenir. Désintéressément chez tous, appuis généreux partout. C'est un réconfort pour nous que cette lutte de trois années, et si quelque point noir — que nous solutionnerons bientôt — a obscurci notre horizon, il n'en reste pas moins, aux yeux de ceux qui nous ont aidés, un souvenir de probité, de loyauté et une communion d'idées qui ne s'est pas départie un seul instant.

En serrant nos rangs, nous avons vaincu nos adversaires, en nous unissant, nous avons forcé les Pan-Lacroix à avouer la machination tramée dans l'ombre.

Souhaitons qu'il en soit toujours ainsi dans les luttes, dans celles que nous allons mener pour les autres Rousset, les autres Aernoul, qui pulvérisent dans les bagues civils ou militaires, dans les campagnes que le Comité de Défense sociale va entreprendre pour l'abolition des conseils de guerre et de l'infamie Biribi.

Henri Beyle.

P. S. — A l'instant, j'apprends la mort de notre bon camarade Bonafous. Je laisse au Libérateur le soin d'écrire ce qu'il fut, ce qu'il pouvait devenir. Mais je crois être ici l'interprète de tous les camarades du Comité de Défense Sociale, dont il était un des membres les plus actifs, pour dire combien, à tous, cette perte nous sera sensible.

Bonafous, depuis peu avec nous, avait accompli une tournée de meetings dans le Midi ; sa chaude parole, ses articles vibrants, sa bonne camaraderie lui avait conquis tous les cœurs. C'est une perte sensible que fait là le Comité de Défense. Sa mort prive notre action d'un de ses plus jeunes et meilleurs militants.

H. B.

PROPOS D'UN PAYSAN

EXTRAVAGANCES INTELLECTUELLES

Il y a de telles extravagances dans les articles d'Hervé des trois derniers numéros de la G. S., qu'on ne peut les laisser passer sans les souligner. D'ailleurs, leur simple exposition est tellement cruelle pour leur auteur, qu'il n'y a pas grand-chose à y ajouter.

Rappelons d'abord qu'en 1907 et 1908, Hervé a dit sans rire qu'il était le seul détenteur de l'estampille révolutionnaire. C'est-à-dire qu'un article ou un acte n'était révolutionnaire que si Hervé l'avait approuvé, en d'autres termes qu'il était le pape des révolutionnaires-anarchistes compris.

Il a ajouté, en substance, qu'il avait bien envie de quitter le Parti socialiste, devenu trop modéré, mais comme son départ serait trop nuisible à ce Parti qui, sans lui, Hervé, n'aurait plus rien de révolutionnaire, il consentait à y rester.

Première extravagance. La modestie du général n'est pas son moindre défaut. Mais arrivons de suite aux trois derniers articles de la G. S. Pour éviter les redites, je ne les mettrai pas dans l'ordre chronologique et, ne les ayant pas sous les yeux, je ne les citerai pas textuellement, mais assez fidèlement pour en donner la substance.

1° Dans l'article sur les syndicats anglais, qui, jusqu'ici corporatistes, ont évolué vers le socialisme et on voté la nationalisation des mines, de la terre, etc., Hervé fait remarquer que les capitalistes anglais ont une peur bleue de l'Etat dont ils s'efforcent de limiter l'action, et il en conclut que les prolétaires doivent fortifier l'action dudit Etat.

Il doit y avoir là une première erreur. Le leader de la G. S. ne doit pas lire, assurément, les articles de son collaborateur syndicaliste Emile Pouget, qui a établi d'une façon claire que le trade-unionisme anglais, pratiquant dans ses grandes grèves l'action directe, ne fai-

sait que revenir à ses origines quand, vers 1830, il arrachait révolutionnairement aux capitalistes et à l'Etat son droit à l'existence. Sans doute, après des luttes acharnées, ce syndicalisme fut vaincu et dut céder la place au syndicalisme paix sociale, au syndicalisme se mouvant dans les cadres de la société capitaliste, cher à tous les Renard du guesdisme, mais les persécutions ne purent en extirper les racines et, nécessairement, il devait fleurir un jour.

Nul n'ignore, en outre, que les libéraux de l'école manchestérienne ne sont pas des farouches partisans de l'interventionnisme étatiste. Sauf en ce qui concerne la répression des révoltes ouvrières, ils s'en tiennent à leur fameuse formule : « Laissez faire, laissez passer. » Aurai-je besoin d'ajouter pour Hervé, historien et professeur d'histoire, que l'Angleterre, qui fut le premier pays constitutionnel et parlementaire, est encore sur beaucoup de points un pays politiquement féodal analogue à la France d'avant Richelieu et à toute l'Europe du moyen âge.

Pourquoi cette confusion entre l'Angleterre politiquement féodale et la France politiquement démocratique. Sans doute, sur les deux pays, la féodalité industrielle et financière sévit et bat son plein. Les deux puissances sont économiquement féodales ; or l'Etat qui, sous tous ses aspects et sous toutes ses formes, est l'humble et obéissant serviteur de la féodalité économique, de sa majesté l'argent, est cependant le rival de la féodalité politique et territoriale. Le rôle de l'Etat est légèrement différent quand il s'agit d'un pays féodal ou d'un pays démocratique.

Mais dans un cas comme dans l'autre, l'Etat est un maître dur pour les ouvriers et pour les peuples. Il suffit de citer, pour l'Angleterre, la répression féroce du charisme et des premières coalitions ouvrières. Avec Riche-

lieu, l'Etat fut cruel pour les grands féodaux qu'il faisait décapiter. Louis XIV, monarque absolu, en eût fait autant s'ils avaient rejimé. C'était, on le voit, autrement implacable qu'avec les Asquith et les Lloyd Georges qui ne veulent décapiter que la Chambre des lords. Eh bien ! sous Louis XIV, comme sous Richelieu, le peuple était aussi malheureux que sous le féodal duc de Sully.

Il faut qu'Hervé, professeur d'histoire, qui a l'air de sous-entendre que dans la France actuelle l'Etat peut être l'ennemi de la féodalité industrielle et financière, sache, comme un élève de l'école primaire, que la féodalité politique est la négation de l'Etat. Forcément ces deux institutions font mauvais ménage. Ceci doit tuer cela. Ou la deuxième tuera la première, comme sous Richelieu, ou la première étouffera la deuxième comme dans l'Angleterre actuelle.

Il en est autrement de la féodalité financière. L'Etat est son défenseur armé. Mais accordons à Hervé qu'on pourra, comme dit Jules Guesde, retourner cet Etat comme un gant, en faire le défenseur des ouvriers après avoir été le soutien des capitalistes, qu'y aurait-il de changé ?

Dans les communes du moyen âge, à leur déclin, quand sévissait en plein la lutte de classes, il arriva que les plébiens, interventionnistes avant la lettre, en appelèrent à la royauté des méfaits du patriciat. Qu'arriva-t-il ? La royauté renforça son pouvoir et mit les communes dans sa poche.

Parallèlement serait réservé au prolétariat si, par impossible, l'Etat pouvait se retourner contre la féodalité industrielle et financière. Le capitalisme d'Etat succédant au capitalisme féodal, serait très dur pour lui et pèserait sur ses épaules d'un poids formidable. Il aurait donc grandement tort de délaissier l'action directe et de suivre les conseils perfides des tenants de l'interventionnisme.

D'autres erreurs sont à relever dans l'article Syndicalisme et Socialisme où Hervé reproche aux syndicalistes d'avoir pris aux socialistes la plupart de leurs idées, jusqu'à l'idée de grève générale dont il attribue la paternité à Allemane. Notre professeur ignore Torclier, les anarchistes de Chicago, les Congrès de l'Internationale. Il ne sait pas que dans l'Internationale les deux tendances : l'une politicienne, la tendance social-démocrate, et l'autre économique, la tendance syndicaliste-anarchiste, sont aux prises et déterminent la scission entre ce que l'on est convenu d'appeler le marxisme et le bakounisme, comme l'a magistralement exposé Mainjacque dans les trois derniers numéros du Libérateur. Les titres de noblesse du syndicalisme sont donc aussi anciens que ceux du socialisme politique. Voilà un point d'histoire que tous les militants connaissent, à part peut-être Hervé, professeur d'histoire.

Enfin, dans l'article au Congrès de la C. G. T., Hervé fait semblant de croire que les socialistes et les syndicalistes poursuivent le même but — disparition du patronat et du salariat. Il devrait pourtant savoir que le but de la C. G. T. et celui du Parti sont tellement différents, qu'ils s'opposent l'un à l'autre. Les socialistes du Parti veulent renforcer l'autorité de l'Etat, tandis que les syndicalistes veulent supprimer l'Etat et l'autorité. Si Hervé lisait les publications syndicalistes, il n'aurait pas conclu, par cette erreur fantaisiste et cette injure grossière que « les syndicalistes font du socialisme sans le savoir ».

Récemment, José Landès se demandait si Hervé n'était pas un peu loufoque. Les extravagances exposées ci-dessus venant d'un homme instruit et je crois honnête, me font presque répondre oui.

Je comprends, dans ces conditions, que la presse capitaliste, qui a tant fait à Hervé de publicité tapageuse, cherche à l'imposer comme chef à tous les révolutionnaires (y compris les anarchistes). Nous faire obéir à un chef et, par-dessus le marché, à un chef incohérent, quelle chance pour ces messieurs.

Le Père Barbassou.

Syndicalisme et Socialisme

Les socialistes étatistes et le mouvement ouvrier

Nous avons déjà exposé dans une forme générale, les idées du Socialisme étatiste dont l'idéologue fut Marx avec son collaborateur Engels. Nous allons essayer maintenant de préciser la conception Marxiste sur le mouvement ouvrier. La tâche est un peu ardue, car Marx et ses disciples n'ont pas eu la même attitude sur la question qui nous intéresse.

Tant qu'ils n'ont pas vu se dresser devant eux une force antagoniste — le socialisme anarchiste — leur conception sur le mouvement ouvrier était quelque peu nuageuse. Nous pouvons même affirmer qu'ils furent d'accord avec toute l'Internationale. La précieuse collaboration de Marx à la création de l'Association Internationale des Travailleurs en est une preuve

suffisamment convaincante. Mais aussitôt que cette association s'est divisée en deux fractions socialistes différentes ; aussitôt que les idées et les tactiques furent formulées d'une façon plus nette ; Marx et les Marxistes modifièrent leur attitude vis-à-vis du mouvement prolétarien.

Considérant l'Etat comme une forme nécessaire de la vie sociale, Marx et ses disciples présentèrent à la classe ouvrière le Centralisme comme une utilité révolutionnaire. Pour eux le mouvement ouvrier devait se mouvoir sur un terrain économique et politique. L'action politique étant nécessaire complétait d'après eux l'action économique. De là découlait leur méfiance envers toute action ouvrière ne revêtant que le caractère économique. Cela ne les empêcha pas de considérer le prolétariat comme la seule classe susceptible de faire la transformation sociale. La lutte de classes constituait pour eux une évidence éclatante. Le Manifeste Communiste rédigé par Marx et Engels en 1848 et réédité ensuite comme le Manifeste de l'Internationale — (quoique celui-ci fut un peu prématuré, dénué par la constatation : que toute l'histoire des sociétés n'est autre chose que l'histoire de la lutte de classes. Toutes les œuvres de Marx sont rédigées en ce sens. Tout le socialisme scientifique

— le marxisme — est basé sur la théorie de la lutte des classes. Mais si théoriquement et logiquement les marxistes considéraient le mouvement économique ouvrier comme le seul mouvement intéressant au point de vue social et capable de détruire le vieux monde ; il n'en fut pas de même dans la pratique. Leurs déclarations dans « le Manifeste Communiste », leurs critiques adressées aux défenseurs et aux idées du socialisme fédéraliste, la haine qu'ils vouèrent à la fédération jurassienne et à toutes les organisations révolutionnaires ouvrières de l'Italie, de l'Espagne, de Belgique et de la France, leur conviction de faire une œuvre utile dans l'Etat bourgeois par la lutte politique en y intervenant comme parti politique sont suffisantes pour démontrer que le mouvement révolutionnaire économique ouvrier ne présentait pas pour eux une force suffisante pour combattre le régime capitaliste et instaurer le régime socialiste.

D'ailleurs, leur attitude dans tous les congrès de l'Internationale et leur action depuis sa disparition nous donnent des arguments suffisants pour pouvoir affirmer que les socialistes étatistes — marxistes — étaient et sont encore, non contre le mouvement ouvrier indépendant (c'est être idiot pour des gens qui considèrent les événements historiques comme la conséquence fatale de l'évolution économique), mais contre cette idée : que le mouvement ouvrier révolutionnaire est la seule force capable de transformer la société ; sans y collaborer et sans essayer de lui enlever ses prérogatives politiques.

Ce point bien établi, attachons-nous maintenant à montrer la forme de l'organisation que les socialistes étatistes voulaient donner à « l'Internationale ». Toujours d'accord avec leurs principes étatistes ; ils ne voyaient un mouvement utile que dans la centralisation des forces révolutionnaires. D'après eux la direction d'un mouvement particulier, ainsi que celle d'un mouvement général devait être donnée à une organisation centrale qui serait non seulement la gardienne des principes, mais et surtout le cerveau de toutes les forces organisées. La centralisation économique provoquant la centralisation politique ; réclamait d'après eux la centralisation des forces révolutionnaires sur le terrain politique et économique. Cette conception a été mise en pratique par les Marxistes dans toutes leurs organisations. Ils ont essayé de la mettre en pratique dans l'Internationale ouvrière, en luttant continuellement contre le fédéralisme de la fédération jurassienne et des sections d'Espagne et d'Italie. Sans l'intervention énergique des Bakouninistes, ils y auraient réussi en attribuant au conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs des droits dictatoriaux. Leurs organisations politiques actuelles, ainsi que les organisations ouvrières, qui sont inspirées et dirigées par eux nous donnent les preuves formelles que les socialistes étatistes ; sont contre le principe de décentralisation, contre le principe fédéraliste du mouvement ouvrier révolutionnaire, nettement économique. Pour mieux s'en convaincre il suffirait de relire tous les discours prononcés par les marxistes sur cette question dans les congrès de l'Internationale, de relire leur programme qui est celui de la social-démocratie d'aujourd'hui.

Ceci dit, montrons maintenant la conception des socialistes démocrates sur le sens, sur les bases du mouvement ouvrier.

Pour eux le mouvement ouvrier doit se mouvoir sur le terrain politique également. Mais la lutte politique suppose une organisation politique, d'où la raison d'être du parti socialiste, qui constitue d'après les marxistes, non seulement le complément de la lutte économique de la classe ouvrière, mais le porte-parole, le drapeau de ce dernier. Est-ce que les ignorants et les hypocrites ne nous répètent pas toujours cette ineptie, ce mensonge que le parti socialiste n'a pas du tout le désir de se substituer à la classe ouvrière. L'exemple des organisations ouvrières en Allemagne et en Autriche nous donnent suffisamment de preuves pour affirmer le contraire. Aussi, les marxistes n'ont jamais caché leur désir de mettre le mouvement ouvrier sous la dépendance non de leurs idées — ce qui aurait été encore excusable et compréhensible — mais sous celle de leur parti politique. « Le Manifeste Communiste » nous permet de faire cette affirmation. Le programme minimum exposé dans ce manifeste similitude que ses auteurs ont essayé d'établir entre la classe ouvrière révolutionnaire et le parti socialiste, les déclarations d'Engels dans sa brochure contre les Bakouninistes espagnols ; la mission de Paul Lafargue avec Pablo-Igias en Espagne sont assez connues pour que l'on ose affirmer le contraire. Le sens du mouvement ouvrier d'après les socialistes étatistes devait être politico-économique ; la conquête des réformes immédiates par l'action économique des ouvriers, synthétisée dans l'action po-

litique du parti socialiste ; et la poursuite de la transformation sociale par la classe ouvrière, par la conquête systématique du pouvoir politique, de l'Etat. Mais ce qui est encore plus caractéristique, c'est que les socialistes démocrates considèrent le mouvement ouvrier comme devant être un mouvement purement professionnel, n'ayant pour but que les améliorations sociales immédiates. Le reste du travail révolutionnaire devant se faire par le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire par le parti socialiste.

Examinons à présent l'attitude des Marxistes dans l'Internationale sur la question de la lutte politique. Contrairement aux statuts primitifs de l'Internationale et malgré l'opposition des socialistes anarchistes ils y affirmèrent l'utilité et la nécessité de l'action politique. Cette action devait être dirigée non contre l'Etat en tant que forme d'organisation sociale, mais seulement contre l'Etat bourgeois. Ils essayèrent même d'inculquer cette idée à toute association ouvrière en transformant l'article des statuts concernant la politique. Mais actuellement ces machinations ne nous intéressent guère.

L'action politique de la classe ouvrière se manifestait dans la participation de cette dernière à la vie politique bourgeoise, et surtout dans le travail législatif de la classe dominante. Cette action constituait la base du parti socialiste démocrate et, par conséquent, en parlant le langage marxiste, de l'organisation économique ouvrier. D'ailleurs, leurs luttes acharnées contre le fédéralisme des Bakouninistes, socialistes anarchistes, étaient la conséquence logique de ce fait : qu'ils considéraient la politique comme une des faces de la médaille sur l'autre côté de laquelle était inscrite la nécessité de la lutte économique. Pour s'en convaincre, il suffit de lire la correspondance échangée entre Marx et ses disciples au sujet du conflit survenu dans l'Internationale au lendemain du Congrès de Bâle, les déclarations d'Engels dans le journal du parti social-démocrate allemand, ainsi que les programmes des organisations socialistes. Liebknecht, Bebel, Kautsky et même Bernstein (avant qu'il soit devenu, avec Franck, Von Volmar et David, le chef des révisionnistes) ont affirmé hautement cette appréciation de l'action politique.

Nous avons donc établi d'une manière précise les idées des socialistes étatistes sur le mouvement ouvrier et notamment les points suivants :

- 1° L'importance qu'ils donnaient au mouvement ouvrier économique ;
- 2° La forme d'organisation que ce mouvement devait avoir ;
- 3° Le sens et l'idéologie de ce mouvement ;
- 4° Leur position vis-à-vis de l'action politique et l'importance qu'ils lui donnaient dans le mouvement ouvrier.

Nous avons déjà étudié dans nos précédents articles (Voir le Libérateur du 7, 14 et 21 septembre) le caractère général de l'Association Internationale des Travailleurs, l'histoire de la scission entre les marxistes, — socialistes-démocrates et des bakouninistes, socialistes fédéralistes (anarchistes), — la formation des deux fractions socialistes et leurs idées respectives sur le mouvement ouvrier. Ce travail était nécessaire pour faire comprendre que le socialisme ne constitue pas le monopole exclusif du parti politique socialiste, qu'il y a eu une fraction socialiste qui a joué et qui continue malgré eux de jouer un grand rôle dans le mouvement ouvrier et dans toute la vie sociale.

E. Mainjacque.

A. Milles.

LE SOCIALISME ANTIPARLEMENTAIRE (1)

(Suite)

G. Hervé continue :

Mais, vous organiser pour mettre votre menace à exécution, voilà, bons votards socialistes, ce qui ne vous viendra jamais à l'esprit !

Vous organiser pour saboter la mobilisation, pour faire reculer les assassins du gouvernement le jour où ils voudraient vous lancer dans une guerre européenne, c'est le cadet de vos soucis !

Voilà où votre socialisme électoral vous a conduits.

Qu'à la guerre éclate demain, et vous serez aussi impuissants qu'en 1870, à rien empêcher.

Le socialisme révolutionnaire et antiparlémentaire

Pour nous, à ce socialisme de votards, incapable d'autre chose que de voter, nous opposons notre socialisme révolutionnaire et antiparlémentaire.

Nous nous moquons des succès électoraux ; si nous participons aux élections, c'est uniquement pour profiter de l'effervescence des périodes électorales et des salles archicomblées pour développer notre programme d'action révolutionnaire et notre critique de l'Etat et du parlementarisme.

Nous voulons que laissant aux radicaux l'œuvre des réformes parlementaires, nous consacrons tout notre effort à propager sans réserve ni réticence notre doctrine collectiviste ou communiste.

Nous voulons que nos propagandistes aillent jusqu'au fond des campagnes atteindre ces masses de paysans, petits propriétaires, que la C. G. T. n'attire pas, car elle n'admet dans son sein que des salariés ; nous voulons qu'on aille leur expliquer ce que veut la C. G. T., l'intérêt qu'ils ont, eux, paysans, à la laisser faire ; nous voulons surtout qu'on les entraîne par la propagande antiparlémentaire, à laquelle ils sont si accessibles, afin qu'ils ne s'écartent pas la révolution ouvrière quand elle éclatera dans les villes.

(1) Voir les numéros 44 et 45.

Nous voulons enfin que nous nous organisions de façon qu'à la première alerte, quand les mous, par peur de la guerre, viendront manifester dans la rue, nous soyons là, dans la foule, prêts à tout, prêts à mourir. Contre le crime qui est la guerre, il n'y a pas de crimes !

Nous protestons.

Ce socialisme révolutionnaire et antiparlementaire vous semble contraire aux statuts de l'Internationale socialiste, contrairement à toute la tradition socialiste !

Vous vous trompez !

Depuis le début de l'Internationale, la querelle que j'ai aujourd'hui avec vous, existe dans nos rangs.

Vous avez chassé les anarchistes : ils sont allés dans la C. G. T. apporter leur esprit de révolte et leur méfiance contre vous !

Mais eux chassés, il restait en France une forte fraction socialiste, les allemandistes, qui déclaraient ouvertement qu'ils n'avaient aucune confiance dans l'action parlementaire.

Quand l'unité s'est faite, ils ont fait, et j'ai fait avec eux, au nom de plusieurs fédérations autonomes que je représentais dans la commission d'unification, les réserves les plus formelles sur l'action parlementaire ; j'ai dit que nous entrions dans l'unité non pour y renforcer l'action législative et parlementaire, comme vous l'avez écrit dans votre motion de Toulouse, mais pour la diminuer et pour la combattre.

J'espère que vous comprenez maintenant ma protestation.

Je proteste en mon nom personnel ; je proteste au nom de mon nombre d'anciens allemandistes ; je proteste au nom de tous les socialistes révolutionnaires qui ne veulent pas que vous fassiez de notre parti un Parti Electoral ; au nom de ceux de mes amis qui, à Toulouse, ont voté votre motion et qui se sont ressaisis depuis ; je proteste au nom de tous ceux qui, en présence de votre motion de Toulouse, commencent à redouter que de recul en recul, vous n'ameniez à bref délai notre parti, que nous voulons révolutionnaire, dans les bras de M. Briand et de M. Viviani.

FIN

ETRANGER

ITALIE

Le gouvernement italien est en train de se venger sur le prolétariat des défaites honteuses que les Arabes de la Tripolitaine lui infligent. Tout comme le gouvernement français qui se vengeait sur les prolétaires en dévotion des trahisons des généraux de la fin de la guerre et de la spéculation des affameurs, le gouvernement de Rome organise une répression féroce contre tous les anarchistes. Cette œuvre est cependant singulièrement facilitée par l'incroyable misère qui sévit dans les villes et dans les campagnes italiennes. Les chômeurs se chiffrent par centaines de milliers, le pavé des villes est battu par une foule de miséreux que la faim torture et dont le manque de volonté fait des résignés.

Il y a quelques semaines, les habitants d'une région agricole des Apulies envahissaient les domaines en friche d'un riche faïnéant et se mettaient hardiment à travailler pour leur compte tout en se tenant sur la défensive. Les journaux ne nous ont pas donné des renseignements complémentaires, mais une fois de plus nous aurons à enregistrer un nouveau massacre de paysans, seul victorieux dont est capable du reste l'armée de la dynastie de Victor Emmanuel. Ces attentats significatifs sont assez nombreux dans l'histoire du prolétariat agricole italien. La répression a toujours été féroce, mais la vendetta a bien souvent fait payer cher le sang versé.

Dans les villes où les propriétaires n'ont pas les mêmes ressources que les paysans, la police arrête à tort et à travers. Les camarades sans travail sont traqués de partout et notamment à Rome la police profite de leur misère pour les arrêter pendant la nuit. Le lendemain, c'est un militant de plus qui pourrit dans les geôles royales, un homme de moins à l'émeute qui approche inévitable.

Les réservistes qui rentrent plus ou moins en mauvais état de Tripolitaine font frémir d'indignation les populations en leur faisant le récit des brutalités dont ils ont été victimes, des abus insupportables qui se commettent.

Si le prolétariat italien qui habite à l'étranger s'emballe et se montre chauvin à propos de la guerre, chez la population qui est restée aux foyers l'opinion est différente.

La guerre devient de plus en plus impopulaire, les déserteurs augmentent.

Faire des prophéties sur les conséquences de cet état de choses serait dangereux. Le revirement de l'opinion est tel que les socialistes qui, à la première heure se déclarent franchement favorables à la guerre ou qui, avec quelques réserves l'admirent, se voient obligés de changer de tactique ; attitude qui ne trompe personne sur la valeur de ces messieurs mais qui n'est pas moins symptomatique.

Un officier qui d'Afrique avait envoyé une lettre à sa mère en lui révélant le côté grotesque et malhonnête de la guerre vient de se voir mis à repos sans droit à la pension. La censure travaille, le cabinet noir est rétabli comme en 1898.

SUISSE

La valetaille suisse, à dû, grâce à l'attitude énergique de nos camarades, relâcher Bertoni. Mais la bassesse des autorités helvétiques s'est démontrée vraiment répugnante. Ce n'est pas seulement devant un empereur que les vachers suisses se sont mis à plat ventre, mais aussi devant le roi d'Italie. Leur seul chagrin, je crois, aura été de ne pas pouvoir s'avilir davantage. Courber l'échine, doit être une joie ineffable pour ces hideux marchands de soupe et de panoramas. De tout temps le rêve du Suisse a été de se montrer plat

serviteur de leurs majestés. Comme le dit le camarade Bertoni, le sadisme du servage est un besoin de cette race avilie.

Bertoni arrêté pour rendre hommage au Kaiser l'a été aussi sur demande des autorités de la monarchie italienne.

Lui, citoyen suisse, parlant en territoire suisse, se voit poursuivi par les autorités suisses pour avoir expliqué aux ouvriers italiens une page d'histoire italienne en vertu d'un article qui pourra le faire condamner jusqu'à cinq ans de prison.

Voici ce que la Voix du Peuple de Lausanne (Suisse) nous apprend sur cette république à liberté huit fois séculaire, dont Jaurès est enchanté :

« Le camarade Armando Borghi était arrêté samedi dernier, à Genève, pour propagande antimilitariste. Au lendemain même du jour où le peuple suisse rejette la loi réprimant cette propagande, le Conseil fédéral prit un arrêté enjoignant aux cantons d'expulser tout étranger propagandiste antimilitariste.

« C'est en vertu de cet arrêté que Borghi est détenu au secret, car en Suisse, les prévenus politiques sont traités plus durement que ceux de droit commun.

« L'expulsion de Borghi n'est pas seulement inique, mais inutile, car il ne veut certes pas rester en Suisse. D'autre part, notre camarade a subi en Italie une condamnation à trois ans et huit mois de prison pour délit de grève et de presse, et nous protestons d'avance contre une expulsion, sans choix de frontière, qui aboutirait à une extradition. Nous sommes sûrs que tous les hommes de cœur seront avec nous. »

La chronique suisse serait longue si on voulait tout relater. La bassesse et lâcheté font commettre des excès abominables par tous les représentants du pouvoir.

Il y a quelques jours, à l'issue d'un meeting pour Bertoni, un camarade italien était arrêté et emmené au poste.

Un passage à tabac en règle en fit une véritable loque humaine, ne sachant ni parler ni marcher. Quand sa sœur alla le trouver, quatre jours après, elle ne put retenir les larmes et il lui fut impossible de communiquer avec lui.

Ainsi s'effondre la légende grotesque si jalousement entretenue par tous les socialistes d'Europe, qui ont jusqu'ici fait miroiter devant les yeux du prolétariat l'idéal de cette république qui en petit réunit toutes les tares des autres états. Légende qui s'aggrave d'une singulière prétention et d'une fierté mal placée qui pousse une partie de la Suisse à mépriser féroce-ment les ouvriers étrangers mais qui consiste à être d'une platitude révoltante envers tous les jouisseurs cosmopolites qui viennent afficher leur bonheur et leur oisiveté dans les montagnes agréables de notre pays.

L. T.

Apologie pour la Science

II

Il n'y a point de mystère, point d'inconnaissable pour la science humaine. Tout ce que les hommes du vingtième siècle ne paraissent point avoir encore appréhendé, ils le connaîtront demain. Ils reconnaîtront qu'un petit nombre d'entre eux, une élite, possèdent déjà tout un stock de vérités de La Palisse sur la nature des choses et que les pires adversaires de l'éducation rationnelle se sont trouvés parmi les éléments révolutionnaires de leur époque. Le procès des adversaires du progrès général des esprits sera fait. Il sera fait très prochainement et l'impartiale histoire rendra justice à qui justice est due !

Mais ceux qui, inconsciemment, sans nul doute, se sont mis en travers de la vérité philosophique en marche, n'ont-ils pas déjà reconnu combien il était dangereux de remonter ce courant irrésistible qui nous entraîne tous ? C'est que la vérité est une force dynamique qui se suffit à elle-même. Une fois lancée, elle suit sa trajectoire dans l'espace, et ses négateurs, eux aussi, sont bien forcés de la suivre des yeux. Il est vrai que les bonds de géant qu'elle a faits depuis les premières années de ce siècle sont bien faits pour effarer ceux qui la nient. Si le siècle dernier fut surtout un siècle de recherche positive, d'analyse minutieuse et d'accumulation patiente des matériaux scientifiques, le siècle présent sera surtout un siècle de synthèse, un siècle de construction hardie, et néanmoins solide et durable. La science de demain sera semblable à ces ponts métalliques si frêles et pourtant si justes et si sûrs d'eux-mêmes que les ingénieurs lancent de nos jours au-dessus des vallées. En réalité, tous les faits scientifiques, quels qu'ils soient, doivent tôt ou tard recevoir leur explication logique. Tous doivent pouvoir trouver place dans les grandes généralisations synthétiques.

Certes, nous reconnaissons volontiers que Poincaré a raison lorsqu'il souligne la nécessité d'une sélection des faits scientifiques. Le vrai philosophe doit choisir les faits sans tenir compte de leur utilité pratique, au sens où l'on entend encore ce mot aujourd'hui ; il ne doit point baser son choix des faits sur leur application possible à tel ou tel procédé industriel. Il ne doit tenir

compte que de leur portée philosophique, que du nombre de points de contact que chacun d'eux peut avoir avec les autres phénomènes naturels. Sous ce rapport, pour tous les esprits logiques, il est devenu bien évident que l'atome fluide-moteur et centre conscient du kosmos est le fait naturel idéal, puisqu'il s'applique à l'universalité des phénomènes. En général, les faits qui présentent la plus grande portée philosophique, en d'autres termes, les faits les plus généraux, sont encore, pour la presque totalité des hommes de science, les plus mystérieux dans leur processus. Ce que précisément Poincaré a oublié de montrer, dans l'article reproduit par la B. S., ce qu'il ne pouvait montrer, parce que son cerveau était trop saturé de science « orthodoxe », c'est que l'explication de ces faits généraux, enfin trouvée, fournit à notre esprit, pour la première fois dans les annales de la pensée humaine, une théorie satisfaisante et intégrale de l'Univers !

Je voudrais que les camarades dont mon apostolat philosophique m'a aliéné l'amitié puissent se rendre un compte exact du sens et de la portée de la grande théorie pour laquelle je milite. Ce que je voudrais que les camarades syndicalistes et anarchistes puissent comprendre, c'est qu'il n'existe ni petit côté, ni grand côté dans la révolution sociale universelle. Une refonte totale, radicale des idées s'impose en même temps qu'une réorganisation générale de la société. Dès aujourd'hui, une révolution profonde doit être apportée dans nos méthodes d'éducation des enfants et des adultes. Dès aujourd'hui, toutes les conceptions vieillottes et erronées que nous nous faisons de notre ambiance et de nous-mêmes doivent disparaître. C'est pourquoi nous avons estimé profondément injuste et profondément attristant la façon cavalière dont les camarades syndicalistes ont fait le procès de la plus grande et de la plus sublime conquête de l'esprit humain qui ait été réalisée en notre siècle et peut-être en tous les siècles !

Pour ma part, je persiste à penser que le besoin des petits ouvrages de vulgarisation d'une théorie rationnelle de la nature, dont *L'Atome fluide* fut le premier à paraître, est l'un des plus grands, des plus urgents besoins intellectuels de notre époque. Je persiste à penser que le syndicalisme, s'il se refuse à conquérir toutes les émotions, toutes les jouissances saines de l'esprit, en même temps qu'il aspire à la conquête de la liberté économique, se condamne volontairement à une stérilité et à une déchéance rapides. Je persiste à croire que le grand public en général et les travailleurs en particulier attendent précisément une théorie, une doctrine générale du monde, substituable aux vieilles croyances désormais irrémédiablement condamnées. Je persiste enfin à croire que les organes d'avant-garde largement accueillants, qui auront compris l'intérêt et la portée des vérités élémentaires défendues par nous au prix des plus grands sacrifices, pourront seuls donner aux théories sociologiques modernes tout le développement qu'elles comportent, alors que les organes voisins qui restent fermés sans raison valable à la Doctrine Rationnelle se condamnent par cela même à une impuissance irrémédiable. Aujourd'hui, l'heure semble venue où, loin de faire des concessions humiliantes, comme les partisans de « l'entente » révolutionnaire nous en donnent le triste spectacle, les révolutionnaires dignes de ce nom doivent, au contraire, chercher à donner à leur conception d'un idéal d'harmonie et de justice sur la terre, toute l'ampleur qu'elle comporte en étendant leurs investigations sagaces à tous les domaines de la pensée et de l'activité humaines, sans exception ni réserve !

Aristide Pratelle.

Londres, 18 septembre 1912.

Petits Pavés

Taïaut ! Taïaut !

Jusqu'à ces jours derniers, j'avais cru que la France politicienne détenait le record de la loufoquerie, d'après les renseignements que nous recevons au *Libertaire* de notre correspondant de Budapest, je suis obligé de reconnaître que tous les politiciens se valent.

Nous avons eu pourtant de charmantes séances au Palais-Bourgeois et plus d'une fois semblables à la mère Angot, qui fut, paraît-il, marchande de marée, nos députés s'engueulèrent (le mot est français depuis peu, ainsi en décida l'Académie) comme du poisson pourri. Mossier de-Coutant d'Ivry, le député pivot, pourrait en certifier, car il était souvent un peu là. Nos honorables (?) s'entendirent même traiter une fois de maîtres d'école par un de leur collègue non moins honorable qui, n'en doutons pas, était bien placé pour connaître ses frères d'aquarium.

Eh bien ! en Hongrie, c'est non moins charmant. Deux réformes (hum !) étaient à l'ordre du jour : réforme électorale et réforme militaire. Or, depuis trois ans, le gouvernement et la majorité, qui désiraient l'ajournement de ces deux projets de lois, encourageaient la minorité à faire l'obstruction systématique ; mais un jour le

papa François-Joseph, empereur de son métier, la trouva mauvaise et tout comme un directeur de bazar, il balança ses employés, puis les remplaça par d'autres à l'échine plus souple.

Parmi ces fameux lapins, un certain de Lukacs fut bombardé chef du personnel, c'est-à-dire président du Conseil et le sieur Bothy, ministre du commerce. Le comte Tisza, un gars à poigne, fut président de la Chambre. Alors tout changea et la comédie qui durait depuis 3 ans, encore un record et que nul directeur de théâtre n'oserait battre, donc la comédie se transforma en un vaudeville abracadabrante, car après le record de durée du spectacle, la Chambre hongroise tenta celui de la bouffonnerie. Un député qui connaissait sans doute le ministre du commerce Boethy, se planta devant lui et lui cria en pleine... mettons gueule pour rester poli : « Ignoble cochon ! Lâche coquin ! » Puis les députés de l'opposition firent un vacarme effroyable, soufflant dans des trompettes, tels les Hébreux devant Jéricho, mais si les murs de cette ville assiégée par l'armée de Josué tombèrent, le ministère Lukacs ne les imita point. Un vacarme épouvantable se déclata et il ne s'apaisa que quand un député virtuose joua un magnifique solo de cor de chasse, lequel fut écouté dans un religieux silence et recueilli les applaudissements de tous les députés à quelque parti qu'ils appartenissent.

Allez donc dire maintenant que si la musique fait hurler les chiens, elle n'adoucit pas les meurs, même les députés. Malheureusement le député ne pouvait continuer à être utile, le soufflé lui manqua et après l'hallali ce fut la curée, députés et ministres se bouffèrent le nez consciencieusement.

Ne les plaignons pas, car ils se mettront bientôt d'accord sur le dos de Populo qui, bon bougre, paiera la casse. N'avons-nous pas vu cette farce se jouer autrefois, quand pour obtenir les suffrages des volards qui croyaient que « c'était arrivé », les députés sociaux français faisaient du boucan et chahutaient le gouvernement. Mais quand ce dernier, très malin, pratiqua le désarmement des haines en faisant risette aux socialistes et leur fit une petite place au ministère, le cliquet boucan disparut comme le lieutenant du même nom.

Populo, bon bougre, avait voté et avait été roulé.

José Landés.

Nouvelle infamie des Gouvernants suisses

Nous savions que la Suisse était devenue la terre classique des expulsions, qu'on ne comptait plus les militants remis, sans le moindre prétexte, aux mains sanglantes de l'horrible Nicolas ou du hideux Victor-Emmanuel. Mais ce que nous n'avions pas encore vu, c'est une arrestation comme celle du camarade Bertoni.

Ce dernier fait une conférence que les autorités suisses laissent passer sans encombre ; un policier italien l'apprend, il se rend à la deuxième conférence que Bertoni fait ailleurs, sur le même sujet, et là, ce policier étranger requiert, en territoire suisse, l'arrestation du camarade. Et les gouvernants helvétiques de s'exécuter ! Le fait est certainement inouï !

Seulement, si l'industrie hôtelière a pourri une grande partie du peuple suisse, il y a une élite ouvrière qui a gardé, elle, le sens de la justice et de la liberté. Sous la menace de la grève générale qui grondait déjà, pour protester contre une aussi criminelle bassesse, Bertoni dut être relâché.

El voici qu'avec la nouvelle de cette libération nous est parvenue, presque simultanément, celle de l'incarcération du camarade Armando Borghi ! On dirait d'un défi !

Borghi séjournait depuis quelque temps à Paris, où son passé, son abord sympathique lui avaient concilié rapidement bien des amitiés, lorsqu'il s'en fut, il y a peu de jours, faire une tournée de conférences, parmi les camarades de langue italienne en Suisse. Il devait leur parler — horreur ! — des méfaits du militarisme en Tripolitaine. Mais, à ses premiers mots, il se vit appréhender sur l'ordre, encore une fois, de la police italienne, le jour où Bertoni sortait de prison !

Si, maintenant, le gouvernement suisse poussait l'infamie jusqu'à livrer notre camarade aux autorités italiennes, ce serait pour lui le bagne, car sa propagande antimilitariste à propos de l'héroïque Maselli, lui a valu, en Italie, une condamnation à quatre années de prison.

Mais nos amis de toute langue commencent à s'occuper de lui. Espérons que, comme pour Bertoni, ils réussiront à lui éviter l'expulsion... à la frontière italienne.

En attendant, ils abusent les gouvernants suisses ! Ils abusent du droit qu'a la valetaille de s'aplatir devant les moindres désirs de tout potentat. Quelques hommes énergiques pourraient leur faire sentir durement un jour qu'ils se méfient !

Les camarades dont l'abonnement est échu sont instamment priés de le renouveler afin d'éviter des frais de recouvrement inutilement dispendieux.

Au sujet d'un meurtre

Vous connaissez le drame qui s'est déroulé la semaine dernière aux Aubrais. Un homme a été tué par un autre homme. Le premier opérait comme contrôleur sur la ligne Paris-Orléans ; le second avait emprunté cette ligne sans bourse délier. Le contrôleur trouva la mort dans son apreté à défendre le capital contre le « brûleur » qui l'attaquait. Il s'ensuit que je ne verserai point un pleur sur la victime ; toutefois, ces faits me suggèrent quelques réflexions, je viens les énoncer.

Turry (le contrôleur) était, sans aucun doute, affilié au Syndicat national de la voie ferrée. Que lui apprit-on au Syndicat ? Avait-il jamais attiré son attention sur l'anomalie, même le ridicule, voire la stupidité de la situation qui était la sienne, lui, l'exploité, passant sa vie à vouloir que fussent respectés les privilèges de ceux-là mêmes qui l'exploitaient ? Avait-il quelquefois reçu le conseil de ne point remplir son rôle jusqu'au bout, d'éviter toujours d'être un policier, de dresser des contraventions aux voyageurs sans billets — la plupart des malheureux momentanément sans travail ? Aucunement.

A son Syndicat on s'était contenté de lui ressasser qu'unis les salariés peuvent obtenir de meilleures conditions de travail. Et on lui avait dit, en même temps qu'aux autres membres : « Il faut toujours bien remplir sa tâche pour se faire valoir auprès des patrons. » Oui, partant de cette façon de voir mesquine, dépourvue de tout idéal, qu'il y a un avantage direct pour l'ouvrier à bien connaître son métier et à accomplir sa besogne au mieux des intérêts du maître ; on a été jusqu'à lui tenir le même langage qu'au mécanicien ; à tous deux on a dit : « Faites bien votre travail, il y va de votre intérêt ! »

Dans ces conditions, je ne puis m'empêcher de déclarer que les délégués syndicaux qui ont ainsi pratiqué à l'égard de Turry ont leur part de responsabilité dans sa mort.

Certes, je veux bien admettre qu'ils ignoraient le véritable syndicalisme, celui de Pelloutier sur lequel reposent tous les espoirs des cégétistes. Mais alors il appartient à ceux-ci de le leur faire connaître.

Il faut que tous les représentants des syndicats sachent, entre autres choses, que si on peut quelquefois prêter la capacité technique, on doit se garder de faire d'avoir en vue l'intérêt direct qui peut en découler aujourd'hui, mais seulement considérer l'avantage qu'il en résulterait au lendemain de la grève générale expropriatrice pour le bon fonctionnement d'une société d'hommes libres et d'égaux.

Il faut encore qu'ils sachent, parmi tant de choses qu'ils ne doivent plus ignorer, qu'il y a, de nos jours, des professions inutiles, en opposition avec l'attitude qui convient à un membre de la classe ouvrière et qu'on ne doit exercer qu'à contre-cœur par conséquent sans zèle — telle celle de contrôleur — en attendant le jour où le capital ne sera plus omnipotent et où les professions dont la nécessité ne se fera pas sentir disparaîtront d'elles-mêmes.

Il faut qu'ils sachent cela, les représentants des syndicats, pour qu'ils en fassent leur profit d'abord et en donnent ensuite connaissance à ceux dont ils ont en quelque sorte assumé la direction des actes.

Qu'à la C. G. T. on accorde donc une part plus grande à l'action éducative, dont on s'est presque désintéressé jusqu'à présent. On y semble trop oublier que le syndicalisme ne sera créateur, révolutionnaire lorsque dans les groupements syndicaux on commencera à faire l'éducation des ouvriers, à expliquer à chacun quelle doit être dès aujourd'hui la conduite à tenir et au travail et partout ailleurs d'accord avec les idées d'émancipation et de révolte.

Alzir Hella.

LES CALOMNIES DES SOCIALISTES POLITIQUES

La *Justicia Social*, organe du parti socialiste ouvrier qui s'édite à Reus (Espagne), sous le titre de la *Guerre civile en Mexico*, publie un article dans lequel un individu qui signe A. Fabia Rivas, traite d'insensé la lutte que soutiennent nos compagnons mexicains, et exprime son indignation de ce que les révolutionnaires mexicains ont reçu l'appui moral et pécuniaire des anarchistes espagnols.

Voici comment s'exprime ce politicien : « La situation actuelle du Mexique est lamentable. Les masses rurales veulent la terre, mais si les titres de propriétés sont respectés ils ne l'obtiendront jamais, à cause des monopoles et des privilèges concédés à une poignée de ploutocrates durant le gouvernement de l'infâme Diaz. La question aggrave et pu se résoudre avec une facilité relative si les chefs révolutionnaires qui combattent contre Diaz eussent été des hommes à l'entendement élevé et de bonne volonté. Comme ils ne réunissaient aucune de ces conditions, la question de la terre n'a pu en être le résultat et la paix n'a pu s'établir dans ce pays. »

Pour parler ainsi, ce politicien n'a pas lu notre manifeste du 23 septembre ; qu'il le lise et il pourra se convaincre que notre parti n'a jamais eu l'intention de respecter les titres de propriétés.

Maintenant, la question aggrave au Mexique ne sera résolue par aucun gouvernement ni aucun chef, seuls les peones — en prenant possession des haciendas, en fusillant propriétaires, gouvernants et même les écrivains bourgeois comme l'ont fait, il y a quelques jours les rebelles Surianos, en passant par les armes, à Strauss y Herrerias, les représentants des journaux capitalistes

